

**Union européenne -  
Migrations/Aquarius - Brexit -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec "RTL" - extraits**  
(Paris, 26 septembre 2018)

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous ce matin dans ce studio de RTL. Après des heures d'incertitude et ce suspense, on a donc appris que la France va accueillir 18 des 58 migrants de L'Aquarius qui finalement va débarquer à Malte. Est-ce qu'il est proche des côtes, et est-ce que dans les heures qui viennent, les migrants vont débarquer en Europe ?

R - Le bateau est proche des côtes de Malte depuis hier. Il est vraisemblable que les naufragés vont être transbordés sur un navire maltais et pris en charge par Malte, et dès l'arrivée à quai...

Q - Vous voulez dire qu'il ne va pas débarquer directement sur les côtes, pourquoi ?

R - Je vous rappelle que L'Aquarius n'a plus de pavillon aujourd'hui, et qu'il est dans une situation juridique compliquée, qu'il va évidemment essayer de résoudre. Mais...

Q - Il pourrait être séquestré s'il accostait, c'est cela sa crainte ?

R - En tout cas, la question se poserait. Alors, il faut leur poser la question à eux-mêmes, mais je pense qu'aujourd'hui, une précaution pour L'Aquarius, c'est de ne pas accoster n'importe où, on va dire, mais en tout cas, Malte a accepté la prise en charge des naufragés de L'Aquarius. Et quatre pays, quatre pays européens de bonne volonté, la France, l'Allemagne, le Portugal et l'Espagne, ont décidé d'accueillir les naufragés de L'Aquarius.

Q - Dont 18 par la France. Est-ce que tous relèvent du droit d'asile, Madame Loiseau ?

R - C'est ce qu'on verra. L'Agence française, en charge des réfugiés, l'OFPRA, va se rendre dans les heures qui viennent à Malte, comme elle l'a fait à Valence, comme elle l'a fait tout l'été, au total, depuis juin, la France a toujours pris sa part, c'est même le pays qui a toujours été le plus rapide à accueillir ces naufragés...

Q - Combien depuis juin ?

R - Depuis juin, 250...

Q - 250 migrants qui étaient à bord de ces navires humanitaires ont été accueillis, et donc sont en France maintenant.

R - Vont être en France ou sont en France, c'est-à-dire qu'on parle d'une poignée de gens, c'est-à-dire que ce qui se passe depuis juin, cela n'est pas un afflux migratoire sans précédent, c'est même plutôt tout le contraire. Il y a à peu près dix fois moins de traversées vers l'Italie...

Q - Par cette voie, par cette voie-là...

R - ...vers l'Italie que l'année dernière. Et pour ces poignées de gens, il a fallu à chaque fois que le président de la République appelle ses partenaires européens pour les convaincre - et c'est toujours ceux qui sont de bonne volonté, les progressistes - d'accueillir des naufragés.

Q - Cette poignée de gens, Nathalie Loiseau, comme vous dites, je reprends votre expression, pourquoi ne pas les accueillir directement en France ? Pourquoi ne pas les accueillir en France, comme par exemple une grande partie de la gauche, vous l'avez demandé au nom des valeurs, la patrie des droits de l'Homme, une poignée de gens, je reprends votre terme.

R - Pourquoi cette crise existe depuis juin ? Pourquoi est-ce que l'Italie refuse de les accueillir ?

Q - Alors, c'est une confrontation, c'est uniquement pour ne pas céder à l'Italie que la France déroge à ce qui devrait être, selon certains, son devoir humanitaire ?

R - Non, c'est pour respecter le droit international et pour prendre notre part dans notre devoir humanitaire. Le droit international est bafoué depuis des mois. Aujourd'hui c'est la loi de la jungle qui règne en Méditerranée, des passeurs qui envoient sciemment au naufrage des migrants ou des demandeurs d'asile, parce qu'il n'y a pas une seule embarcation qui est capable de traverser la Méditerranée, ils le savent, c'est même fait pour ; aujourd'hui, ce sont des canots pneumatiques de piètre qualité qui prennent l'eau à peine après avoir quitté les côtes libyennes. Et derrière, vous avez les ports sûrs les plus proches, qui sont les ports italiens, qui sont fermés de la décision d'un homme, Matteo Salvini. Cette décision fait même qu'aujourd'hui, il est poursuivi par la justice italienne. Je le rappelle simplement : cette décision fait qu'aujourd'hui, la justice italienne le poursuit pour séquestration.

Q - Il a traité Emmanuel Macron à plusieurs reprises d'hypocrite - je le cite : "que le héros de la lutte contre le nationalisme et la xénophobie - donc Emmanuel Macron - ferme les portes de

son pays aux immigrés, c'est un comble."

R - 100.000 demandes d'asile en France l'année dernière. Et, depuis juin, la France est le pays qui, à chaque fois, quand ces bateaux sont arrivés au large des côtes européennes, a pris sa part alors que l'Italie, en tout cas, M. Salvini s'y est refusé. M. Salvini, aujourd'hui, c'est Ponce Pilate, c'est obscène, quand il y a des gens qui sont en train de risquer de se noyer, M. Salvini préfère regarder ailleurs.

Q - Mais c'est vrai que le président Macron aussi est pris dans une contradiction entre défendre les valeurs d'accueil de la France et ne pas donner de prise au populisme ambiant, qu'incarne Matteo Salvini. La voie est étroite...

R - Eh bien, précisément, je trouve qu'il la résout bien cette contradiction si vous voulez que cela en soit une.

Q - ...avec des hésitations, avec des atermoiements...

R - Avec le fait que, à chaque fois, c'est lui qui organise l'accueil et la répartition de ces naufragés, à chaque fois, c'est lui qui prend son téléphone...

Q - Vous voulez dire que c'est lui qui téléphone à Malte ?

R - Absolument.

Q - ...et qui impose à Malte de trouver cette solution qui nous évite, nous, d'avoir à les accueillir...

R - Non, on n'impose rien à personne dans l'Union européenne, on se parle de manière respectueuse. Mais à chaque fois, c'est autour d'Emmanuel Macron, qui appelle Angela Merkel, qui appelle Pedro Sanchez, qui appelle ceux qui sont de bonne volonté, et notamment Malte, qui pourrait, compte tenu de sa taille et compte-tenu de sa géographie, dire "pas nous, plus nous", et ce n'est pas ce qu'ils font.

Q - Une petite question sur ce qui se passe. Vous disiez, il y a des passeurs qui, sciemment, mettent des migrants, candidats à la migration sur des embarcations, dont ils savent pertinemment qu'ils ne pourront pas aller au bout, etc. Est-ce qu'un bateau comme L'Aquarius fait le jeu des passeurs ?

R - Non, L'Aquarius fait son devoir d'ONG, comme des garde-côtes, comme les bateaux de l'opération européenne qui s'appelle Thémis, qui recueille des personnes qui risquent de se noyer ; quand en mer, quelle que soit la nature d'un bateau, vous croisez une embarcation qui risque de se noyer, évidemment, vous venez en aide aux passagers. En revanche, mieux lutter

contre ces trafics d'êtres humains...

Q - On ne le fait pas suffisamment. Dans une note confidentielle que vous signez, elle date du 3 août, et qui a été révélée par L'Express, vous dénoncez l'inefficacité de la lutte contre les passeurs, Madame Loiseau.

R - L'Express écrit ce qu'il veut. J'écris souvent au président de la République, y compris sur la question des migrations. Il y a une partie de notre travail qui est efficace, puisque 80-90 % d'arrivées en moins en Italie, cela veut bien dire qu'on est efficace. Mais je pense que l'on doit faire plus, on doit aller casser cette espèce de modèle économique, l'un des plus lucratifs de tous les trafics illégaux à travers le monde. C'est vraiment le trafic des vies humaines. Aujourd'hui, on ne se pose plus la question de savoir pourquoi les gens sont en train de se noyer parce que ce sont des noyades organisées.

Q - Madame Loiseau, est-ce qu'il faut accorder un pavillon français à L'Aquarius, qui n'en a plus - on a commencé par là ?

R - Alors, je ne sais pas ce que L'Aquarius va demander, la question du pavillon va se poser par la suite...

Q - Un de ses responsables dit : on va, oui, demander aux Européens, et pourquoi pas la France...

R - Il y a un armateur allemand aujourd'hui, c'est à SOS Méditerranée de discuter avec son armateur allemand. La question du port d'attache s'est posée aussi.

Q - Sur le principe, est-ce que vous seriez favorable à ce que la France ait un bateau, une aide humanitaire, qui ait un drapeau français ?

R - La France participe à l'opération de l'Union européenne qui navigue à travers les eaux de la Méditerranée, et les bateaux d'Etat français ont déjà sauvé de nombreuses vies depuis des années.

Q - Donc vous ne vous mouillez pas sur cette question, vous ne préférez pas...

R - Ce n'est pas ça. Ce que je note quand même c'est que ces bateaux d'ONG, ont eu jusqu'à maintenant des pavillons de Gibraltar, de Panama, c'est-à-dire souvent des pavillons de complaisance. Certains sont repartis parce qu'ils avaient déclaré, depuis le début, leur activité de sauvetage, d'autres pas. C'est vrai qu'il y a aussi besoin d'une clarification. En tout état de cause, nous, notre priorité, c'est de venir en aide à des gens qui ont failli se noyer.

Q - L'Aquarius qui va, le Premier ministre l'a confirmé hier, revenir à Marseille après avoir

effectivement débarqué en mer...

R - Oui, mais SOS Méditerranée a aussi dit qu'il ne souhaitait que Marseille soit son port d'attache parce que c'était trop loin de la zone de sauvetage.

Q - Donc, vous ne vous prononcez pas en tout cas sur le souhait des responsables de l'Aquarius de battre pavillon français.

(...)

Q - La semaine prochaine, Nathalie Loiseau, vous présenterez au Conseil des ministres un projet de loi pour tenter d'éviter le chaos qui pourrait subvenir d'un non-accord sur le Brexit. On en reparlera bien sûr la semaine prochaine sur l'antenne, mais, en quelques mots, il pourrait y avoir effectivement des conséquences très concrètes et assez chaotiques pour la France ?

R - D'abord, on travaille sur un bon accord, il est encore possible, le temps presse, mais il est encore possible, et c'est notre priorité.

Q - Jusqu'au 30 mars.

R - Derrière, il peut aussi ne pas y avoir d'accord, parce que, on le voit, la situation politique intérieure britannique est compliquée et sur quel accord acceptable par les Européens, Mme May aurait demain une majorité aux communes, je ne le sais pas.

Il ne faut pas avoir peur d'un non-accord, il faut s'y préparer. C'est très précisément ce que nous faisons, nous anticipons, pour faire en sorte que, au 30 mars, au cas où nous n'aurions pas réussi à nous mettre d'accord avec les Britanniques, il n'y ait pas de conséquence négative pour les citoyens français, pour les entreprises françaises.

Q - Qu'est-ce qu'il pourrait y avoir, juste un exemple ?

R - Un exemple très simple. Un Français qui aurait pris sa retraite au Royaume-Uni et qui rentrerait en France, s'il n'y a pas d'accord et si nous ne nous y préparons pas, n'aurait plus ses droits à la retraite une fois arrivé sur le territoire français, parce que le Royaume-Uni serait sorti sans accord de l'Union européenne. Ça, ce n'est évidemment pas possible. C'est pour cela que je présente un projet de loi la semaine prochaine pour que toutes ces conséquences, auxquelles nous avons réfléchi, trouvent une réponse appropriée, à temps.

Il faut se préparer, il faut anticiper, ne pas se réveiller le 30 mars en disant "pas d'accord, c'est une catastrophe." Non, ce n'est pas une catastrophe, ce ne serait pas une bonne nouvelle, ce serait une catastrophe pour le Royaume-Uni, beaucoup moins pour l'Union européenne, surtout si on est préparé.

Q - Merci Nathalie Loiseau d'avoir été ce matin sur RTL./.